

Même les Territoires du Nord-Ouest subissent une perte: 6 millions dans le domaine de la santé et 3 millions dans le domaine de l'éducation. Le Yukon perd des fonds de 3 millions de dollars destinés à la santé et de 1 million de dollars consacrés à l'enseignement. Le gouvernement retranche du système un montant total de 4,6 milliards de dollars. Comment cela peut-il n'avoir aucun effet sur l'enseignement postsecondaire et sur notre régime d'assurance-maladie, qui est la pierre angulaire du système le plus admiré au monde?

J'admets que nous devons payer pour ce système. Nous devons compter sur un gouvernement qui proposera les politiques économiques et financières qui donneront une nouvelle impulsion au pays. Lorsque les gens des provinces nanties peuvent retourner au travail et toucher un chèque de paie après avoir accompli 40 heures par semaine, ils sont très heureux de partager avec les provinces démunies. Ils sont disposés à le faire.

Lorsqu'on crée des emplois, que les gens travaillent et que la politique économique est solide, on peut alors verser aux provinces l'argent dont elles ont besoin pour garder le pays solidement aligné sur les politiques et les programmes que les autres pays du monde qualifient de typiquement canadiens.

Ces pays ne disent pas que nous avons un régime d'assurance-maladie ou un système d'éducation fantastique, mais que le système canadien est fantastique. C'est un système dont nous sommes fiers mais, ensemble, une mauvaise gestion économique et la suppression de fonds le mènent à sa perte au moment où nous en avons le plus besoin, étant donné le climat économique difficile créé par le gouvernement.

M. Dan Heap (Trinity—Spadina): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir une occasion de parler du projet de loi C-20, un autre projet de loi gouvernemental qui vise à réduire les programmes payés par les travailleurs canadiens pendant de nombreuses décennies et qu'ils réclament de leurs gouvernements. Le gouvernement fédéral réduit les programmes de péréquation, de santé, d'enseignement, d'aide sociale, de services publics, et j'allais dire d'assurance-chômage, mais ce n'est pas tout à fait cela. C'est pire. Bien sûr, le gouvernement ne verse plus rien au programme d'assurance-chômage.

Il n'y a qu'un autre pays industrialisé qui refuse de contribuer au programme d'assurance-chômage. Ce sont les États-Unis. C'est à leur niveau que le gouvernement veut nous abaisser.

Initiatives ministérielles

Ces réductions sont catastrophiques pour notre pays. Elles font suite aux politiques qui sont entrées en vigueur il y a environ 18 ans sous le gouvernement libéral, qui se sont poursuivies dans les années 80 et qui se sont sérieusement aggravées depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement conservateur.

C'est le résultat de presque 18 ans de politiques fiscales qui ont favorisé les riches, les entreprises et les gros actionnaires. C'est également la suite ou le résultat de l'Accord de libre-échange qui a accéléré la cession d'industries canadiennes, surtout d'industries de fabrication, aux États-Unis.

C'est aussi le résultat de la privatisation de certains des services que les contribuables canadiens ont édifiés avec leurs impôts et leur énergie et qui ont été cédés aux amis de ce gouvernement pour presque rien, des services tels que les transports et la Société canadienne des postes, ainsi qu'un nombre croissant de services gouvernementaux qui valent maintenant plus de 5 milliards de dollars par année en contrats, en contrats conclus avec des industries privées à but lucratif pour du travail qui devrait être fait par les fonctionnaires. C'est pourquoi cette manne que représentent les marchés publics s'élève à plus de 5 milliards de dollars. Elle est plus coûteuse que toute la fonction publique et le gouvernement n'a pas à la justifier aussi rigoureusement que dans le cas du coût de la fonction publique. Ce qui est paradoxal, c'est que ce gouvernement se dit pauvre. Jamais il n'a mentionné qu'à chaque heure du jour, chaque jour, 4 millions de dollars en revenus d'investissement quittent le Canada à destination des États-Unis—4 millions de dollars à chaque heure. Cela correspond, grosso modo, à 34 milliards de dollars chaque année. Et ce montant ne cesse de grimper en raison de la politique du gouvernement qui vise à faciliter la prise de contrôle, par les États-Unis, d'un nombre sans cesse croissant d'industries canadiennes, soit en détournant les bénéfices vers les États-Unis, soit en y exportant les emplois, les emplois les mieux rémunérés, parfois en mettant fin aux activités de certaines entreprises, comme ce fut le cas pour les machines à laver Inglis à Trinity Spadina, une fermeture qui a entraîné le licenciement de 700 ou 800 travailleurs, de sorte que les États-Unis nous vendent des produits auparavant fabriqués par des travailleurs canadiens.

• (1640)

Prétendant qu'il est démuné après avoir tout donné aux riches et permis qu'une quantité toujours plus grande de nos richesses s'enfuit vers les États-Unis, à un rythme de plusieurs milliards par année, le gouvernement veut